



УКРАЇНА-2050
UKRAINE-2050

Le 9 avril 2020

Son excellence M. Jens Stoltenberg
Secrétaire général de l'OTAN
Siège de l'OTAN
Boulevard Léopold III
1110 Bruxelles, Belgique
eapc.subregistry@hq.nato.int

Lettre ouverte au Secrétaire général de l'OTAN concernant l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN

Votre excellence,

Au nom de l'ONG « Ukraine-2050 », je salue le programme d'aide de l'OTAN pour l'Ukraine, qui a été annoncé le 2 avril 2020 et je compte sur une aide accrue dans un avenir rapproché. Je vous écris aujourd'hui pour traiter des étapes suivantes à franchir.

Depuis l'indépendance de l'Ukraine, l'Occident observe avec intérêt l'évolution politique et économique du pays et y joue un rôle plus ou moins grand selon les circonstances. Toutefois, la vision de l'Occident était essentiellement centrée sur la Russie.

Lorsque l'Ukraine a fait le choix de suivre sa propre voie de développement et de se détourner catégoriquement de la Fédération de Russie en faveur de l'Europe et de l'Occident, les pays occidentaux étaient placés devant un dilemme.

D'une part, suivant les principes démocratiques et la règle du droit international, l'Ukraine devait être acceptée sans réserve en tant que pays indépendant. D'autre part, toutefois, les liens économiques que l'Occident entretenait avec la Fédération de Russie, principalement en raison de ses vastes ressources énergétiques, faisaient en sorte qu'une telle prise de position était incommode.

Le gazoduc Nord Stream 2 illustre parfaitement une situation dans laquelle les intérêts nationaux l'emportent sur la sécurité mondiale. La construction du gazoduc Nord Stream 2 a été profitable tant pour des économies nationales que locales et permettra aux pays européens d'avoir un accès direct aux approvisionnements en gaz provenant de la Russie, tout en éliminant les pays de transit comme l'Ukraine. L'inévitable dépendance de l'Europe envers les approvisionnements en gaz russes ainsi que le risque accru d'exploitation éventuelle des pays européens par la Fédération de Russie ont été clairement sous-estimés, tout comme les ressources accrues dont disposera le président Vladimir Poutine pour appuyer ses politiques expansionnistes et accroître la présence militaire de la Fédération de Russie dans la mer Baltique. L'Ukraine, en revanche, perdra une source de revenu essentielle ainsi qu'un moyen d'influence géopolitique tout en se trouvant davantage isolée de l'Europe.

Lorsque tous les droits de la Fédération de Russie ont été rétablis relativement à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sans qu'il n'ait été donné suite aux demandes formulées par cette assemblée après l'agression brutale de l'Ukraine par la Fédération de Russie illustre bien que dans ce cas aussi, des considérations politiques mondiales ont été évacuées avec empressement.

Les valeurs et les principes démocratiques, qui sont le fondement même de l'APCE, ont non seulement été trahies au grand jour mais ont aussi été sapées dangereusement pour de viles considérations financières à court terme afin d'éviter que l'APCE ne subisse une insuffisance budgétaire du fait du refus de la Fédération de Russie de respecter ses propres engagements budgétaires.

Ce vacillement continue de définir la position et les politiques actuelles de l'Occident en ce qui concerne l'Ukraine et nous rappelle comment les démocraties occidentales ont essayé, en vain, de contenir les visées agressives et expansionnistes de l'Allemagne nazie. L'absence de prise de position ferme, prompte et de principe contre l'agression nazie et une politique d'apaisement tragique ont mené à une catastrophe énorme, la Deuxième Guerre mondiale.

Aucune agression, que ce soit au niveau international ou sur le plan interpersonnel, ne peut être tolérée et l'apaisement de l'agression n'est certainement pas une solution viable. En effet, il faut d'abord faire cesser l'agression et ce n'est qu'à ce moment-là que des politiques à long terme peuvent être élaborées équitablement avec la participation de toutes les parties concernées.

Le document désormais tristement célèbre intitulé « *Twelve Steps Toward Greater Security in Ukraine and the Euro-Atlantic Region* » publié par l'Euro-Atlantic Security Leadership Group (EASLG) et diffusé sur le site web de la Conférence de sécurité de Munich de 2020 constitue une nouvelle preuve de cette tentative d'apaisement par opportunisme politique. Le document était non seulement fondamentalement erroné puisqu'il s'appuyait, à tort, sur la prémisse que la Fédération de Russie souhaite effectivement la paix et la sécurité pour l'Ukraine et la région euro-atlantique, mais de plus il faisait fi du fait que les forces militaires russes continuent d'attaquer l'Ukraine. Les attaques militaires sans relâche contre l'Ukraine par les forces militaires russes depuis la Conférence de sécurité de Munich ne viennent que confirmer cette fallace.

L'agression militaire par la Fédération de Russie de l'Ukraine constitue une violation directe et flagrante du Mémoire de Budapest et soulève des doutes sérieux quant à la viabilité et l'efficacité de ce type d'entente internationale, qui doit promouvoir la paix et la sécurité dans le monde.

La Fédération de Russie a approuvé du bout des lèvres les initiatives lancées depuis cinq ans par l'Occident, y compris l'OTAN, pour mettre fin à l'agression militaire russe dans le Donbass, y compris Minsk I, Minsk II et le sommet en format Normandie à Paris, mais en réalité, elle les a méprisées.

Il est difficile de croire que même en cette période où le monde entier cherche à s'unir pour combattre la pandémie mondiale de la Covid-19, la Fédération de Russie continue de faire preuve d'un mépris éhonté des obligations qu'elle s'était engagée à respecter envers l'Ukraine et la communauté internationale par des violations continues des cessez-le-feu qu'elle avait acceptés.

C'est pourquoi l'OTAN et ses États membres devraient repousser efficacement l'agression hybride continue par la Fédération de Russie de l'Ukraine, notamment :

- (1) en renforçant les sanctions prises par les États membres de l'OTAN contre la Fédération de Russie jusqu'à ce qu'elle cesse complètement cette agression hybride contre l'Ukraine;
- (2) en donnant à l'Ukraine le soutien nécessaire, y compris de l'aide militaire, pour lui permettre de repousser avec succès l'agression russe; et
- (3) en permettant à l'Ukraine de bénéficier du Enhanced Opportunity Program de l'OTAN ainsi que du plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN afin d'accélérer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

C'est ce qu'il faudra pour que cessent complètement les attaques sans scrupules contre l'Ukraine par la Fédération de Russie ainsi que son mépris flagrant de l'Occident.

M^{me} Kay Bailey Hutchison, représentante permanente des États-Unis auprès de l'OTAN a récemment déclaré ce qui suit : [TRADUCTION] « *La Russie doit laisser ces pays avoir un gouvernement souverain, un territoire souverain et leurs frontières et nous avons vraiment l'intention d'aider la Géorgie et l'Ukraine pour qu'elles continuent de répondre à l'agression russe qui frappe certaines parties de ces pays. Nous maintiendrons ces efforts.* »

L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN changera les règles du jeu de façon permanente, ce qui sera dans l'intérêt de tous les États membres de l'OTAN.

En effet, tel que Zbigniew Brzeziński l'a écrit dans *Strategic Vision: America and the Crisis of Global Power* :

[TRADUCTION] « *L'on ne soulignera jamais assez que sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire, mais si l'Ukraine est subornée et ensuite subordonnée, la Russie devient automatiquement un empire.* »

De telles démarches sans équivoque de la part de l'OTAN et de ses États membres devraient également permettre aux autorités russes de recentrer en définitive l'attention sur le développement de la Fédération de Russie pour que tous ses citoyens puissent en bénéficier, plutôt que de poursuivre ses interventions secrètes et ses actes d'agression ouverte dans des pays étrangers.

La dégringolade des prix du pétrole crée les conditions propices pour que l'OTAN prenne d'importantes décisions géopolitiques qui sont essentielles pour parvenir à une paix et stabilité durables dans cette partie du monde ayant une importance critique.

Nous comprenons et regrettons qu'il soit nécessaire de reporter la session prévue du 22 au 25 mai de l'assemblée parlementaire de l'OTAN à Kyiv et nous espérons sincèrement que l'OTAN reportera la session à Kyiv dans un proche avenir.

Nous faisons appel à vous, Monsieur le Secrétaire général, pour faire en sorte que l'OTAN et ses États membres accélèrent l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN maintenant de façon à sécuriser davantage la région euro-atlantique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, mes salutations distinguées.

Eugène Czolij

Président, ONG « Ukraine-2050 »

Président du Congrès Mondial Ukrainien (2008-2018)

cc : Son excellence M. Volodymyr Zelenskyy, président de l'Ukraine

L'Organisation non gouvernementale (ONG) « Ukraine-2050 » est une organisation sans but lucratif établie pour aider à mettre en œuvre dans une génération – d'ici 2050 – des stratégies pour le développement durable de l'Ukraine en tant qu'état européen pleinement indépendant, territorialement intégral, démocratique, réformé et économiquement compétitif.